

### **Résolution adoptée**

Séance plénière du 25 mars 2026

*Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l'horizon 2050*

#### **Déclaration du groupe Alternatives sociales et écologiques**

Penser notre société à l'horizon 2050 est un exercice difficile. La situation économique et sociale actuelle, la multiplication des conflits sur la planète, la crise écologique alarmante, la montée des nationalismes et les fragilités démocratiques, constituent autant d'écrans qui nous empêchent de penser un monde meilleur.

Pour autant, cette résolution montre l'engagement de la société civile organisée à mener un travail d'analyse et de prospective pour penser le monde de 2050. Mais son élaboration a aussi révélé la difficulté à aller au bout des débats et des désaccords qui peuvent persister entre nous. Par peur de cliver ? D'afficher ces désaccords ? De ne pas être en capacité de proposer des solutions viables ? Sans doute un peu de tout cela à la fois.

Si, finalement, cette résolution intègre mieux les préoccupations de notre groupe - la lutte contre la précarité et les inégalités, la possibilité d'augmenter les recettes publiques, ou encore la nécessité de services publics de qualité pour toutes et tous -, il reste des flous et des manques. Pourtant, nombre de travaux et de préconisations votés au cours de la mandature traitent de ces sujets.

Ainsi, nous regrettons que :

- les atteintes successives portées à notre modèle de protection sociale soient éludées ;
- les services publics ne soient pas clairement positionnés comme des outils essentiels à la construction de la société de demain ;
- la culture, l'éducation et la formation, pourtant indispensables pour faire face aux défis économiques, sociaux, écologiques et démocratiques, ne soient pas au cœur de nos réflexions ;
- la justice fiscale ait été reléguée au second plan, bien que l'étude sur les finances publiques réalisée en parallèle par la commission Economie et Finances apporte un éclairage utile. Cela reste un débat entre nous, et qui n'est pas des moindres.

Cette résolution a le mérite, dans une période où le débat démocratique est difficile, de poser collectivement des questions essentielles et d'identifier des nœuds pour penser la société à l'horizon 2050. Elle témoigne aussi de l'engagement de la société civile organisée que nous représentons à poursuivre ces débats.

Mais nous le redisons avec force : ce qui se fait, ce qui se fera, comme ce qui ne se fait pas ou ne se fera pas, résulte de choix politiques. Plus que jamais, la voix du CESE est nécessaire pour peser sur les choix à faire pour une société soutenable, durable et inclusive à l'horizon 2050.

Notre groupe a partagé ses voix. Nous avons remercié la rapporteure et le rapporteur et l'équipe administrative pour leur implication dans ce travail.